

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Ensemble des lots

Rénovation d'un bâtiment de bureaux pour accueillir
les locaux de la Chambre d'Agriculture de la SOMME, rue René Dingenon à ABBEVILLE



MAÎTRISE D'OUVRAGE : CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA SOMME
19 bis rue Alexandre Dumas
80090 AMIENS

MAÎTRISE D'ŒUVRE : ACR
265 rue de Verdun
80000 AMIENS



Date	Indice	Observations
19/08/2021	Ind A	DCE – corrections de presentation.
18/08/2021	Ind 0	DCE

SOMMAIRE

I.	DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1.	Objet du marché.....	5
1.2.	Décomposition du marché.....	5
1.2.1.	Allotissement.....	5
1.2.2.	Forme du marché.....	5
II.	LES PIECES CONTRACTUELLES.....	6
2.1.	Le marché de travaux.....	6
2.2.	Documents constituant le marché de travaux.....	6
2.2.1.	Les pièces particulières.....	6
2.2.2.	Les pièces générales.....	6
III.	LES INTERVENANTS.....	7
3.1.	Les parties contractantes.....	7
3.1.1.	Maître d'ouvrage.....	7
3.1.2.	Entreprises.....	7
3.1.3.	Représentation des parties et encadrement sur le chantier.....	7
3.1.4.	Communications, notifications et adresse des envois.....	8
3.2.	La sous-traitance.....	8
3.2.1.	Procédure de demande d'acceptation d'un sous-traitant.....	8
3.2.2.	Conditions imposées à l'entreprise en cas de sous-traitance.....	8
3.3.	Les autres intervenants.....	9
3.3.1.	Maître d'œuvre.....	9
3.3.2.	Contrôleur technique.....	9
3.3.3.	Coordonnateur de Sécurité S.P.S.....	9
IV.	Durée et délais d'exécution.....	10
4.1.1.	Durée du marché.....	10
4.1.2.	Planning prévisionnel des travaux.....	10
4.1.3.	Prolongation du délai d'exécution.....	10
4.1.4.	Pénalités pour retard.....	10
V.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
5.1.	Hygiène et sécurité.....	11
5.1.1.	Hygiène, sécurité et police du chantier.....	11
5.1.2.	Responsabilité de l'entreprise vis-à-vis des ouvriers et des tiers.....	11
5.1.3.	Travaux soumis à coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).....	11
5.2.	La préparation et l'organisation.....	12
5.2.1.	Objet de la période de préparation.....	12
5.2.2.	Organisation et réunions de chantier.....	12
5.2.3.	Etudes d'exécution.....	13
5.2.4.	Registre de chantier.....	13
5.2.5.	Choix des fournitures.....	13
5.2.6.	Erreurs ou omissions dans les documents.....	13
5.2.7.	Retards dans les études, prototypes, échantillons.....	14
5.2.8.	Propriété des études et des plans.....	14
5.3.	La réalisation des travaux.....	14

5.3.1.	Ordres de Service.....	14
5.3.2.	Visites et investigations.....	14
5.3.3.	Examens, essais et épreuves.....	14
5.3.4.	Carence de l'Entreprise, inexécution ou mauvaise exécution du marché.....	14
5.3.5.	Contrôle d'avancement.....	14
5.3.6.	Coordination.....	14
5.3.7.	Protection des ouvrages.....	15
5.3.8.	Déblais, déchets, évacuation des chantiers.....	15
5.4.	La fin du chantier.....	15
5.4.1.	Réception.....	15
5.4.2.	Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E).....	15
5.4.3.	Garantie de parfait achèvement.....	16
VI.	LES DISPOSITIONS FINANCIERES.....	17
6.1.	Prix.....	17
6.1.1.	Contenu des prix.....	17
6.1.2.	Variation des charges légales.....	17
6.1.3.	Variation des prix.....	17
6.2.	Modalités de règlement des comptes.....	18
6.2.1.	Régime des paiements.....	18
6.2.2.	Présentation des demandes de paiement.....	18
6.2.3.	Mémoire définitif - Vérification - Etablissement du Décompte définitif.....	19
6.3.	Paiements.....	19
6.3.1.	Avance de démarrage.....	19
6.3.2.	Acomptes.....	20
6.3.3.	Solde.....	20
6.3.4.	Délais de paiement.....	20
6.3.5.	Intérêts moratoires.....	20
6.3.6.	Retenue de garantie.....	21
6.3.7.	Paiement des Entreprises sous-traitantes.....	21
VII.	LES RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	22
7.1.	Responsabilité civile.....	22
7.1.1.	Responsabilité de droit commun.....	22
7.1.2.	Responsabilité civile découlant du trouble anormal de voisinage.....	22
7.2.	Responsabilités et garanties applicables aux travaux.....	22
7.2.1.	Garantie de parfait achèvement et visite.....	22
7.2.2.	Garantie des éléments d'équipement et responsabilité décennale.....	22
7.3.	Les assurances.....	22
VIII.	NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES – RESILIATION.....	23
8.1.	Non-respect des obligations contractuelles - Pénalités.....	23
8.1.1.	Autres retenues pour pénalités.....	23
8.1.2.	Gestion des pénalités.....	23
8.2.	Résiliation.....	23
8.3.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	24
IX.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	25

9.1. Les litiges.....25

9.2. Substitution.....25

9.3. Dérogations.....25

I DISPOSITIONS GENERALES

I.1 Objet du marché

Le présent document concerne les travaux de rénovation d'un bâtiment de bureaux dans le but d'accueillir les locaux de l'antenne d'ABBEVILLE de la Chambre d'Agriculture de la Somme, maître d'ouvrage de l'opération.

Ce bâtiment de bureaux, implanté rue René Dingenon à ABBEVILLE, est la propriété de la Chambre d'Agriculture.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est applicable à la fourniture et mise en œuvre de tous types de matériaux, équipements, travaux ou prestations faisant l'objet de marchés passés par le Maître d'Ouvrage.

I.2 Décomposition du marché

I.2.1 Allotissement

Le marché est décomposé en 10 lots définis comme suite :

- LOT 01 : Démolition – Gros-œuvre – Réseaux sous dallage.
- LOT 02 : Voiries et Réseaux Divers – Clôtures – Espaces verts.
- LOT 03 : Couverture.
- LOT 04 : Menuiseries extérieures.
- LOT 05 : Isolation – Cloisons – Faux-plafonds.
- LOT 06 : Menuiseries intérieures.
- LOT 07 : Carrelage – Faïence.
- LOT 08 : Peinture – Revêtement de sol souple – Ravalement.
- LOT 09 : Electricité – Courant fort – Courant faible – Chauffage.
- LOT 10 : Plomberie – Sanitaires – Ventilation.

I.2.2 Forme du marché

La consultation donne lieu à un marché ordinaire.

II LES PIECES CONTRACTUELLES

II.1 Le marché de travaux

Le marché de travaux est conclu et ne prend effet que par la signature par les parties de l'ordre de service de démarrage et des documents du marché cités ci-dessous.

Toute modification apportée, d'accord entre les parties, sur tout ou partie des documents contractuels fera obligatoirement l'objet d'un avenant écrit ou d'un ordre de service valant avenant établi par le Maître d'œuvre.

Le marché de travaux signé avec l'Entreprise retenue pour l'exécution du marché et le Maître d'ouvrage expose l'intégralité des arrangements retenus par les parties en relation avec son objet. Tous les points se rapportant à des négociations, assurances, arrangements oraux, propositions ou écrits antérieurs, notamment les Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE), l'offre et les conditions générales et particulières de l'Entreprise retenue pour être titulaire du marché ont été intégrés dans ce marché et sont de ce fait périmés définitivement.

II.2 Documents constituant le marché de travaux

L'Entreprise reconnaît expressément avoir reçu ou eu accès aux documents visés au présent article et déclare en conséquence avoir pris pleinement connaissance de leur contenu. Il s'ensuit que lesdits documents ont valeur contractuelle, selon l'ordre de prévalence ci-après.

II.2.1 Les pièces particulières

- L'acte d'engagement du lot concerné : à compléter à la notification du marché
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales commun à l'ensemble des lots
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières de l'ensemble des lots
- Le planning prévisionnel des travaux
- Les plans
- Le plan général de coordination (PGCSPS) : à fournir à l'entreprise
- Le rapport initial de contrôle technique : à fournir à l'entreprise
- Le récépissé des DT
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné

II.2.2 Les pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales et ses annexes
- L'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation

III LES INTERVENANTS

III.1 Les parties contractantes

III.1.1 Maître d'ouvrage

Personne morale désignée par ce terme dans les documents du marché et pour le compte de qui les travaux ou ouvrages sont exécutés :

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA SOMME
19 bis rue Alexandre Dumas
80090 AMIENS

La signature du Maître d'ouvrage est obligatoirement requise en particulier pour les contrats et avenants et plus généralement pour tout document mettant à la charge du Maître d'ouvrage des obligations financières nouvelles quelle qu'en soit la cause.

III.1.2 Entreprises

Toute personne désignée par ce terme dans les documents du marché ou de la commande simplifiée qui a la charge de réaliser les travaux ou ouvrages aux conditions définies par ce marché.

L'Entreprise doit justifier, à la signature du marché, et pendant toute sa durée, avoir reçu de QUALIBAT ou de tout autre organisme équivalent et propre à sa profession, la qualification professionnelle correspondant à la nature et à l'importance des travaux faisant l'objet du marché. L'Entreprise aura seule à supporter toutes les conséquences qui pourraient résulter du fait que cette qualification ne serait pas en règle ou erronée.

Entreprises séparées

Entreprises ayant signé, indépendamment les unes des autres, des marchés étudiés séparément par chacune d'elles, relatifs à des travaux concourant à la réalisation d'un même ouvrage.

III.1.3 Représentation des parties et encadrement sur le chantier

Représentation des personnes morales ou physiques

Pour la signature du marché et de tous les documents subséquents le Maître d'ouvrage et l'Entreprise doivent obligatoirement désigner expressément la ou les personnes physiques qui représentent valablement chaque contractant et l'engagent.

Par le fait de sa désignation, le représentant de l'Entreprise est réputé mandaté et suffisamment qualifié pour prendre toutes décisions ou tous engagements, concernant en particulier : la marche des études et des travaux, les délais, les prix, le respect des règles de l'art et de la sécurité, les travaux en plus ou en moins, d'une façon générale tout ce qui concerne les engagements contractuels avec le Maître d'ouvrage ainsi que les rapports avec le Maître d'œuvre.

Le représentant de l'Entreprise ou du groupement est suffisamment disponible pour s'acquitter de sa tâche, sur le chantier et au siège de l'Entreprise ou du groupement.

Changement d'un représentant en cours de travaux

Les représentants des entreprises ne peuvent être changés au cours de l'exécution du marché qu'avec l'accord préalable et formel du Maître d'ouvrage, ou à sa demande expresse. A cet effet les changements de représentant de l'Entreprise sont notifiés par LRAR au Maître d'ouvrage qui prend position dans les 15 jours de la notification, mais pourra demander une période de probation avant de donner son avis définitif.

Toutefois, en cas de décès ou d'empêchement majeur d'un représentant, le ou les contractants concernés doivent désigner un nouveau remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de l'événement qui en est à l'origine.

Encadrement sur le chantier

Du début jusqu'à complet achèvement de ses travaux, l'Entreprise désignera et affectera sur le chantier, aussi souvent que nécessaire, ou qu'exigé par le Maître d'ouvrage, un agent qualifié pour assurer la direction effective des travaux et de son personnel. L'absence de cet agent pourra être considérée comme manquement aux obligations de l'Entreprise qui pourra être sanctionnée par l'application d'une pénalité.

III.1.4 Communications, notifications et adresse des envois

Les communications et notifications sont faites par écrit, datées et signées. Celles émanant de l'Entreprise sont adressées au Maître d'ouvrage avec copie au Maître d'œuvre.

L'acceptation de l'engagement, les ordres de service, les notifications, les envois de documents contractuels (tels que fichiers, plans, notes de calcul, etc.), toutes les communications et notifications prévues dans les documents de marché, sont valablement faits par courrier électronique (e-mail comportant obligatoirement l'identification nominative de l'expéditeur et du destinataire) et confirmés, dans les cas suivants pour lesquels seuls les documents papier font foi en cas de litige, par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception ou remis en main propre contre récépissé : ordre de service, convocation à réception, mise en demeure, résiliation. Les délais courent à compter du lendemain de la date de présentation de la Lettre Recommandée avec Accusé de Réception ou de la date de la remise.

Les mentions portées aux comptes-rendus de chantier valent également notifications faites aux entreprises, sauf contestation expresse de leur part, lors de la réunion suivante ou, au plus tard, dans un délai de sept jours à compter de la communication du compte-rendu.

Les envois sont valablement faits au siège social de l'Entreprise, du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre selon les cas indiqués au présent article à l'adresse postale et/ou à l'adresse électronique (e-mail) indiquée au contrat d'entreprise.

III.2 La sous-traitance

Sous réserve du respect des dispositions de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et des dispositions ci-après, l'Entreprise titulaire du marché est autorisée à sous-traiter des prestations qui lui sont confiées mais est tenue de réaliser elle-même une part significative, au moins égale au tiers des travaux qui lui sont confiés.

L'Entreprise titulaire du marché reste responsable de son sous-traitant vis-à-vis du Maître d'ouvrage.

III.2.1 Procédure de demande d'acceptation d'un sous-traitant

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Maître d'Ouvrage. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

L'Entreprise titulaire du marché qui envisage de sous-traiter une partie de ses travaux devra annoncer son intention dans sa proposition et au plus tard avant signature de son marché. Elle ne peut en aucun cas présenter à l'agrément du Maître d'ouvrage, sous couvert de sous-traitance, des opérations de tâcheronnage ou de marchandage.

Pour chaque Entreprise sous-traitante, au moins deux mois avant les travaux ou, en tout état de cause, suffisamment tôt pour que les procédures d'agrément du sous-traitant et de préparation du chantier puissent être respectées, l'Entreprise titulaire du marché sous sa responsabilité adressera au Maître d'ouvrage et au maître d'œuvre une demande formelle d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement accompagnée d'un dossier administratif d'agrément composé des mêmes pièces que l'entrepreneur principal aura justifié au titre de sa candidature, rappelées à l'acte d'engagement.

Le Maître d'ouvrage notifie par écrit sa décision à l'Entreprise titulaire dans le délai maximum d'un mois à compter de la réception du dossier complet. Le Maître d'ouvrage est libre d'accepter ou de refuser le sous-traitant présenté par l'Entreprise titulaire du marché, sans avoir à motiver sa décision. Le refus d'agrément d'une Entreprise sous-traitante par le Maître d'ouvrage ne modifie pas les conditions de l'Entreprise titulaire. L'Entreprise titulaire du marché renonce à tout recours contre le refus d'agrément d'un sous-traitant, et ne peut prétendre à une quelconque indemnité, de ce chef.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG Travaux).

III.2.2 Conditions imposées à l'entreprise en cas de sous-traitance

Les contrats de sous-traitance se référeront obligatoirement aux dispositions du marché de travaux.

L'acte de sous-traitance provoquera obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'Entreprise titulaire devra provoquer une inspection commune réunissant sur le chantier elle-même, le Coordonnateur S.P.S. et l'Entreprise sous-traitante, dès que le Maître d'ouvrage l'aura agréée, afin que cette dernière établisse et communique son propre P.P.S.P.S.

III.3 Les autres intervenants

III.3.1 Maître d'œuvre

Assistance Conception Réalisation (A.C.R.)

265, rue de Verdun
80000 AMIENS
Téléphone : 03.22.35.31.06
Télécopie : 03.22.91.30.77
E-Mail : secretariat@beacr.fr

III.3.2 Contrôleur technique

SOCOTEC Agence Construction Amiens

Pôle Construction Hauts de France
1, allée de la Pépinière
Bâtiment PASSIFLORE
80480 DURY
Téléphone : 03.22.80.43.00
Télécopie : 03.22.80.43.09
E-Mail : cconstruction.amiens@socotec.com

III.3.3 Coordonnateur de Sécurité S.P.S.

QUALICONSULT

180 rue du Général de Gaulle
ZAC de la Blanche Tâche
80450 CAMON
Téléphone : 03.22.47.24.70
Télécopie : 03.22.47.24.79
E-Mail : amiens.qcs@qualiconsult.fr

IV Durée et délais d'exécution

IV.1.1 Durée du marché

Le délai de réalisation global des travaux de l'ensemble des lots est fixé à 5 mois, y compris la période de préparation de chantier de 4 semaines, à compter de la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

IV.1.2 Planning prévisionnel des travaux

Le planning prévisionnel fixe les délais suivants :

- Le délai de préparation du chantier, qui commence le lendemain du jour de la notification à l'Entreprise de l'Ordre de Service de démarrage. Sa durée est d'un mois.
- Les dates de démarrage et les durées des prestations de l'ensemble des lots jusqu'à la date de réception des travaux tous corps d'état.

Le respect des délais prévus au planning contractuel constitue une obligation essentielle de l'Entreprise qui s'engage à respecter tant les dates de démarrage et de terminaison que les délais intermédiaires correspondant aux différents ouvrages ou tâches composant ses travaux.

IV.1.3 Prolongation du délai d'exécution

L'Entreprise ne peut prétendre à aucune prolongation de délai du fait des contraintes liées à l'environnement du chantier et/ou à des faits de grève.

En application des articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG travaux, une prolongation de délai peut être décidée dans le cas où les intempéries et autres phénomènes naturels visés dans le tableau ci-dessous aient effectivement entravé l'exécution des travaux.

Dans ce cas, l'entrepreneur, lorsqu'il entend se prévaloir de cette prolongation, doit solliciter auprès du maître d'ouvrage, en vue de l'édition par ce dernier d'un ordre de service, la constatation contradictoire.

L'importance de la prolongation est proposée par le maître d'œuvre après avis du titulaire, et décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui la notifie au titulaire.

Lorsque l'ouvrage est hors d'eau, hors d'air, l'entrepreneur doit mettre en œuvre tous les moyens appropriés pour assurer la continuité du chantier.

Nature du phénomène : **Intensité limite et durée :**

Précipitations Supérieures à 15 mm/jour entre 8 h et 18 h

Vitesse du vent Supérieur à 60 km/h sur une durée de 2 heures consécutives entre 8 h et 18 h

Gel Température inférieure à 2°C à partir de 10h00 sur une durée continue de 2h

La station météo de référence sera : Abbeville.

IV.1.4 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait de l'entrepreneur, le Maître d'ouvrage pourra de plein droit, sur simple constatation par le maître d'œuvre, et sans mise en demeure préalable, effectuer une retenue pour pénalité selon les modalités suivantes :

- Retard sur les délais particuliers correspondants aux interventions successives intermédiaires : à valeur de 100 € par jour de retard calendaire.
- Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné : à valeur de 100 € par jour de retard calendaire.
- Retard sur la levée des réserves de réception : à valeur de 100 € par jour de retard calendaire.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive et recalculée à la valeur de cette dernière, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- Le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- Le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

V CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

V.1 Hygiène et sécurité

V.1.1 Hygiène, sécurité et police du chantier

Devoir de Sécurité de l'Entreprise

Chaque Entreprise, pour ce qui la concerne, est tenue de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou autres.

Obligation de vérifications du matériel

Spécialement, elle doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'elle utilise sur le chantier (échafaudages, garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc.) ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme agréé.

Dispositions particulières concernant les accès

Les documents du marché désigneront l'entreprise qui, à l'ouverture du chantier, et préalablement au début des travaux, sera tenue dans le cadre de son marché de réaliser les accès et l'équipement sanitaire de chantier nécessaire.

V.1.2 Responsabilité de l'entreprise vis-à-vis des ouvriers et des tiers

Devoir de surveillance du chantier par les Entreprises

Chaque Entreprise, pour ce qui la concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur le dit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

Responsabilité des Entreprises

Chaque Entreprise est responsable de tous les accidents ou dommages causés à toute personne par ses agents ou ouvriers ou provoqués par une faute dans l'exécution de ses travaux. Elle s'engage à garantir le Maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par elle de l'une quelconque de ses obligations. Les dispositifs de sécurité mis en place par une Entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

Elle doit également prendre les dispositions nécessaires pour éviter le vol ou la détérioration des objets personnels de ses ouvriers.

V.1.3 Travaux soumis à coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est une pièce constitutive du présent marché. L'entreprise devra coopérer avec le Coordonnateur SPS pour l'accomplissement de sa mission et elle devra tenir compte des mesures qu'il préconise. Toute mesure ou dispositif décidé par le Coordonnateur SPS pour prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives, ou pour prévoir l'utilisation des moyens communs, est prise en charge financièrement par la ou les entreprises qu'il désignera.

PPSPS

L'Entreprise établit et est tenue de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé dans le cadre de l'inspection commune organisée par le Coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'Entreprise (entreprise générale, co-traitant, sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

L'Entreprise qui envisage de sous-traiter est tenue d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGCSPPS, ils devront remettre au Coordonnateur SPS leur propre PPSPS.

Les PPSPS doivent être remis au Coordonnateur dans les délais fixés par le décret du 26 décembre 1994 ou au plus tard à la fin de la période de préparation mentionnée au présent CCAP.

Danger grave et imminent

Le Coordonnateur SPS peut arrêter tout ou partie du chantier lorsqu'il constate lors de ses visites sur le chantier un danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs.

Obligations de l'Entreprise en matière de coordination SPS

L'Entreprise s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies dans le Plan Général de Coordination.

L'Entreprise laisse libre accès au chantier au Coordonnateur SPS. Elle lui communiquera :

- Les PPSPS et leurs mises à jour.
 - Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé nécessaires sur le chantier.
 - La liste tenue à jour des personnes qu'elle autorise à accéder au chantier.
 - Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
 - Les noms et coordonnées de l'ensemble de ses sous-traitants quel que soit leur rang.
 - La copie des déclarations d'accident du travail.
 - Les informations et les documents nécessaires à la constitution du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage.
- L'entreprise visera sur le registre-journal les observations ou notifications que lui adresse le Coordonnateur sécurité, et y répondra en cas de non-conformités.

Obligations de l'Entreprise vis-à-vis de ses sous-traitants

L'Entreprise s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée.

V.2 La préparation et l'organisation

V.2.1 Objet de la période de préparation

Chaque Entreprise doit prendre connaissance de façon approfondie, des programmes de travaux et descriptifs de tous les lots de façon à organiser, en accord avec le maître d'œuvre, les périodes de préparation, fabrication, et mise en œuvre de ses ouvrages, dans le respect strict des règles de sécurité.

Pendant le délai de la période de préparation, aux échéances prescrites s'il y a lieu et en tenant compte de toutes les contraintes connues sur le site, des réunions de travail seront organisées par le maître d'œuvre. Ces réunions peuvent concerner toute Entreprise du chantier.

Elles ont pour objet la définition des interfaces, l'établissement du planning détaillé d'exécution et de l'installation de chantier, et, le cas échéant, la détermination des points critiques et des points d'arrêt, nécessitant le quitus d'un contrôle.

Pendant la période de préparation et dans les délais qui lui sont impartis l'Entreprise doit établir et communiquer au maître d'œuvre, au Contrôle technique et au CPS tous les documents, prototypes et échantillons utiles à la bonne exécution du chantier afin d'obtenir les différentes approbations requises pour l'exécution du marché. L'Entreprise reste en toute circonstance responsable des documents et informations qu'elle remet dans le cadre des présentes dispositions.

Tant sur le domaine public que sur le domaine privé, l'Entreprise est tenue de procéder aux Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) auprès des concessionnaires.

Préalablement à tout démarrage de travaux, l'entrepreneur aura procédé aux opérations énoncées ci-après :

- Fourniture des plans de scellement et de réservation.
- Etablissement du programme d'exécution des travaux.
- Etablissement du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
- Fourniture des dossiers techniques et des études d'exécution.
- Fourniture du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.

V.2.2 Organisation et réunions de chantier

Définition des réunions de chantier

Le terme « réunion de chantier » est pris dans un sens large et s'applique aussi aux rendez-vous qui ont lieu pendant la période de préparation, réunions pour études, synthèse de plans, synthèse de documents.

Les réunions de chantier ont pour objet de mettre en présence les différents intervenants (Concepteurs, Coordonnateur sécurité, Contrôleur technique, BET, Entreprises, etc.) afin de résoudre les problèmes soulevés pour une bonne exécution des travaux.

Ces réunions se tiennent en principe chaque semaine, à jour fixe sur le lieu des travaux.

Compte-rendu de réunion de chantier

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu numéroté rédigé et diffusé par le maître d'œuvre à tous les intervenants et qui fait foi en cas de contestations ultérieures.

Présence aux réunions de chantier

Sauf si elle est expressément dérogée de cette obligation, l'Entreprise est tenue d'être représentée aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent qui a, du fait de cette délégation, pouvoir pour donner sur-le-champ les ordres nécessaires sur le chantier.

Sur simple demande du maître d'œuvre, les sous-traitants devront être présents.

Cette obligation s'entend pour chaque Entreprise pendant la période commençant au début de la période de préparation du chantier, et se terminant 15 jours après la fin de ses travaux.

Le maître d'œuvre déterminera, lors des premières réunions de chantier, le contenu et les actions à mener en période de démarrage, et le mode de fonctionnement. L'Entreprise est tenue de respecter ces consignes.

Absence ou retard d'une Entreprise

En cas d'absence ou de retard d'une Entreprise, à quelque titre que ce soit, à l'une de ces réunions, celle-ci subira les conséquences des décisions qui pourraient être prises ou des retards qui pourraient en résulter.

En outre tout retard ou absence à une réunion sera sanctionné par la pénalité prévue au présent CCAP.

V.2.3 Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

V.2.4 Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du Maître d'Ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

V.2.5 Choix des fournitures

L'Entreprise est responsable de la fourniture des matériaux qui devront posséder les qualités propres à leur destination et de leur mise en œuvre qui devront être conformes aux Règles de l'art et aux cahiers des charges techniques particulières (CCTP).

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Si le Maître d'ouvrage impose à l'Entreprise de s'approvisionner en matériaux et fournitures à des fournisseurs qu'il désigne, ou impose l'emploi de matériaux et fournitures lui appartenant, l'Entreprise devra les intégrer à sa propre proposition, après avoir vérifié que ces matériaux ou fournitures présentent des qualités correspondant à leur destination. Elle en assumera l'entière responsabilité notamment en ce qui concerne les commandes et les approvisionnements, la mise en œuvre, les garanties.

Si l'Entreprise souhaite refuser ces matériaux ou fournitures, elle doit le faire par écrit avant signature du marché.

V.2.6 Erreurs ou omissions dans les documents

Avant la mise en route du chantier et au cours des travaux, l'Entreprise, au titre de son obligation de conseil, doit attirer l'attention du maître d'œuvre sur les inconvénients, les vices ou malfaçons, normalement décelables par un homme de l'art, qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'elle est amenée à constater dans les documents qui lui ont été remis et dans les ordres qu'elle a reçus.

V.2.7 Retards dans les études, prototypes, échantillons

La non-remise, dans les délais impartis, des études et mises au point demandées, des renseignements et documents de préparation et d'exécution, de prototypes et échantillons, ainsi que du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), sera sanctionnée par l'application par le maître d'œuvre d'une pénalité fixée par le présent CCAP.

V.2.8 Propriété des études et des plans

Les études et plans réalisés par les différents intervenants sont réputés propriété du Maître d'ouvrage. Cette propriété comprend la propriété intellectuelle, ainsi que le droit d'usage, sans restriction.

V.3 La réalisation des travaux

V.3.1 Ordres de Service

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

V.3.2 Visites et investigations

L'Entreprise ne doit pas s'opposer aux visites, investigations et prélèvements que le maître d'œuvre estime nécessaire de faire ou de faire pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquels le Contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle qu'elle est communiquée à l'Entreprise.

Les essais COPREC sont réputés inclus, et à la charge de l'Entreprise. Des essais complémentaires peuvent être prévus dans les documents du marché.

V.3.3 Examens, essais et épreuves

Sur requête du maître d'œuvre, l'Entreprise est tenue de prélever les échantillons et de faire effectuer à ses frais les essais et les épreuves des ouvrages imposés par les documents du marché.

Des essais ou épreuves supplémentaires, non prescrits par les documents du marché, peuvent être exigés par le maître d'œuvre. Ils doivent être effectués conformément aux dispositions des Cahiers des Clauses Techniques et Cahiers des Charges DTU ou des normes françaises, ou arrêtés d'un commun accord. Le coût de ces essais ou épreuves sera supporté par le Maître d'ouvrage ou par l'Entreprise suivant que leurs résultats seront ou non favorables à l'Entreprise.

V.3.4 Carence de l'Entreprise, inexécution ou mauvaise exécution du marché

En cas de carence de l'Entreprise, d'inexécution ou de mauvaise exécution du marché par l'Entreprise, constatée contradictoirement ou par huissier, et après mise en demeure demeurée infructueuse, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder, aux frais exclusifs de l'Entreprise, à la réalisation des prestations ayant fait l'objet de la constatation.

V.3.5 Contrôle d'avancement

Le contrôle d'avancement est établi à chaque réunion de chantier par le Maître d'œuvre par comparaison entre l'état d'avancement du chantier et le planning d'exécution. Il permet d'enregistrer l'avancement réel des travaux, de constater les retards éventuels, d'appliquer et de gérer les pénalités.

V.3.6 Coordination

La coordination entre les Entreprises séparées est assurée par le maître d'œuvre.

V.3.7 Protection des ouvrages

Contre les risques de vol et de détournement

Jusqu'à la réception de l'ouvrage l'Entreprise doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement.

Contre les risques de détérioration

De même, l'Entreprise doit protéger ses ouvrages contre les risques de détérioration. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, elle doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou aux ouvrages des autres Entreprises.

L'affectation de locaux ou d'emplacements par le maître d'œuvre ou la mise à disposition par le Maître d'ouvrage ne saurait en rien engager leur responsabilité. La responsabilité de l'Entreprise s'étend aux biens appartenant au Maître d'ouvrage ou à tout tiers.

Elle est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

V.3.8 Déblais, déchets, évacuation des chantiers

Déblais, déchets, emballages

Chaque Entreprise procède à ses frais à l'enlèvement et au transport aux décharges publiques des déblais en excédent résultant de l'exécution de ses travaux, ainsi que des matériaux et matériels résultant de travaux de déposes, démolitions ou démontages.

Evacuation des Chantiers

Chaque Entreprise doit enlever des chantiers à la date prévue au planning d'exécution, et à défaut d'indication au jour de la réception, le matériel, les matériaux refusés ou en excédent, les installations de chantier, y compris leurs fondations, les déchets de toute nature. Si cela n'est pas fait, le maître d'ouvrage peut, 8 jours après mise en demeure, procéder à l'enlèvement, faire évacuer, stocker les matériaux, matériels ou déchets en cause, aux frais de l'Entreprise, et sans qu'elle puisse faire de réclamation.

Produits polluants

L'Entreprise devra se conformer à la réglementation en vigueur :

- pour les produits polluants qu'elle serait amenée à utiliser pour ses travaux,
- pour l'évacuation des déchets de chantier, des matériels et matériaux polluants déposés ou enlevés dans le cadre de travaux sur des existants.

En cas de pollution, l'Entreprise supportera la charge de la dépollution nécessaire.

V.4 La fin du chantier

V.4.1 Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Il bénéficie d'un délai de 15 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, le titulaire a 15 jours pour lever les réserves.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le Maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

V.4.2 Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E)

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire du marché remet au maître d'œuvre :

- Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

- Dans un délai de 1 mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

L'entreprise fournira, au maître d'œuvre son DOE en 3 exemplaires papier + 1 version informatique.

Les plans et documents d'exécution composant ce DOE seront éventuellement rectifiés pour être en parfaite conformité avec les travaux réellement exécutés (plans et documents au dernier indice, correspondant à l'indice de ceux ayant fait l'objet du dernier avis favorable des intervenants, dont le Contrôleur Technique).

V.4.3 Garantie de parfait achèvement

Les délais de garantie sont de 1 an et débutent à compter de la date d'effet de la réception. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

VI LES DISPOSITIONS FINANCIERES

VI.1 Prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, identifiés sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée au marché.

VI.1.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics.
- De phénomènes naturels.
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations.
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier.
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

VI.1.2 Variation des charges légales

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les variations éventuelles de la TVA ou des taxes similaires liées à la facturation qui ne sont pas prises en compte par la formule de variation de prix font l'objet d'un état comparatif faisant apparaître les dépenses supplémentaires ou les économies qui en résultent. Celles-ci sont, selon le cas, ajoutées ou déduites du montant du règlement.

VI.1.3 Variation des prix

Le délai d'exécution étant supérieur à 3 mois, les prix du marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

Lot n° 1 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT01(n)/BT01(o))]$
Lot n° 2 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (TP01(n)/TP01(o))]$
Lot n° 3 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT33(n)/BT33(o))]$
Lot n° 4 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT43(n)/BT43(o))]$
Lot n° 5 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT08(n)/BT08(o))]$
Lot n° 6 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT18a(n)/BT18a(o))]$
Lot n° 7 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT09(n)/BT09(o))]$
Lot n° 8 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT46(n)/BT46(o))]$
Lot n° 9 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT47(n)/BT47(o))]$
Lot n° 10 : $P(n) = P(o) [0,125 + 0,85 (BT38(n)/BT38(o))]$

Dans cette formule :

- P(n) est le prix révisé.
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants :

Lot n°1 = BT01 : Bâtiment - Index général tous corps d'état (base 2010)
Lot n°2 = TP01 : Index général tous travaux (base 2010)
Lot n°3 = BT33 : Bâtiment - Index général tous corps d'état du bâtiment – Couverture en tuiles en béton (base 2010)
Lot n°4 = BT43 : Bâtiment - Index général tous corps d'état du bâtiment – Menuiserie en alliage d'aluminium (base 2010)
Lot n°5 = BT08 : Bâtiment - Index général tous corps d'état du bâtiment – Plâtrerie (cloisons et enduits) (base 2010)
Lot n°6 = BT18a : Bâtiment - Index général tous corps d'état du bâtiment – Menuiserie intérieure (base 2010)
Lot n°7 = BT09 : Bâtiment - Index général tous corps d'état du bâtiment – Carrelage et revêtement céramique (base 2010)
Lot n°8 = BT46 : Bâtiment - Index général tous corps d'état du bâtiment – Peinture, tenture (base 2010)
Lot n°9 = BT47 : Bâtiment - Index général tous corps d'état – Electricité (base 2010)
Lot n°10 = BT38 : Bâtiment - Index général tous corps d'état du bâtiment – Plomberie sanitaire (y compris appareils) (base 2010)

Les index TP et BT sont publiés par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) et les utilisateurs des index doivent se référer au site de la Banque de Données Macroéconomiques de l'Insee et au Journal officiel.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La révision s'applique à chaque situation mensuelle et porte sur le montant des travaux exécutés.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle du mois de l'exécution des travaux, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive. Cette dernière se fera aux conditions économiques correspondant à l'index du mois d'exécution des prestations et interviendra lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

VI.2 Modalités de règlement des comptes

VI.2.1 Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues aux articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

VI.2.2 Présentation des demandes de paiement

Facturation électronique

Conformément à l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, toutes les entreprises (titulaire, sous-traitant(s) admis au paiement direct) doivent transmettre leurs factures sous forme électronique via le portail de facturation Chorus.

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions obligatoires à insérer dans les demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au Maître d'Ouvrage une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Chaque demande de paiement comporte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de son émission ;
- La désignation de son émetteur et de son destinataire ;
- Un numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro d'engagement qui sera communiqué lors de la notification du marché ;
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du marché subséquent ;
- Le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro de SIRET qui identifiera le Maître d'Ouvrage en tant que destinataire de la facture. ;
- La date d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes, des produits livrés, des travaux réalisés ou lorsqu'il y a lieu leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.
- Pour les sous-traitants, l'entrepreneur joint en un exemplaire à chaque facture une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

VI.2.3 Mémoire définitif - Vérification - Etablissement du Décompte définitif

Dans le délai de 45 jours à compter de la réception ou de la résiliation, l'Entreprise remet au maître d'œuvre le mémoire définitif des sommes qu'elle estime lui être dues en application du marché.

Si un compte prorata a été créé, ce mémoire définitif, pour être recevable, devra être accompagné d'un quitus délivré par le gestionnaire du compte prorata pour les sommes qui lui sont dues.

Le maître d'œuvre examine le mémoire définitif et établit le décompte définitif des sommes dues en exécution du marché. Il remet ce décompte au Maître d'ouvrage qui le notifie à l'Entreprise dans un délai de 40 jours à dater de la réception du mémoire définitif par le Maître d'œuvre.

En cas de désaccord du maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage, il en informe l'Entreprise qui dispose d'un délai de 45 jours pour présenter ses éventuelles observations. Passé ce délai, elle est réputée avoir accepté le décompte définitif.

VI.3 Paiements

VI.3.1 Avance de démarrage

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, sa durée étant inférieure à douze mois. Ce montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est réalisé en une seule fois, lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint le seuil de 65 % du montant initial du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

VI.3.2 Acomptes

Avant la fin de chaque mois, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel présentant les travaux effectués pour la période échue. Celui-ci est éventuellement minoré de l'avance perçue dès que les travaux exécutés atteignent 65 % du montant total du marché.

Les situations de travaux sont arrêtées le 20 du mois M pour les travaux réalisés à cette date. Elles doivent parvenir au maître d'œuvre au plus tard le dernier jour du mois M.

A défaut d'avoir été présentés le 30 du mois M, les travaux seront reportés sur la situation du mois suivant.

En cas de retard de plus d'un mois dans la présentation des situations, le Maître d'ouvrage pourra faire constater les travaux exécutés, aux frais de l'Entreprise.

Le maître d'œuvre vérifie la situation de travaux de l'entreprise et formule son accord de paiement qu'il transmet au Maître d'ouvrage pour paiement.

Le délai de paiement sera suspendu, si le Maître d'Ouvrage constate que la demande de paiement ne comporte pas les mentions listées ci-dessus à l'article 6.2.2 « Présentation des demandes de paiement » du présent CCAP, ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

VI.3.3 Solde

Après acceptation du décompte final par l'entrepreneur, le Maître d'Ouvrage arrête le décompte général, comprenant le décompte final, l'état du solde établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le décompte général, signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, doit être notifié à l'entrepreneur par ordre de service au plus tard 30 jours après la date de réception du projet de décompte final.

L'entrepreneur dispose d'un délai maximum de 30 jours pour renvoyer, signé, le décompte général au Maître d'Ouvrage, avec ou sans réserve. Si l'entrepreneur refuse de signer ledit décompte, il doit en communiquer les motifs dans ce même délai. En ce cas, il sera fait application de l'article 13.4.3 du CCAG Travaux.

Si passé ce délai, l'entrepreneur n'a pas renvoyé le décompte général signé, ou n'a pas motivé son refus de signer ni exposé les motifs des réserves qu'il a formulées, le décompte général envoyé par le Maître d'Ouvrage devient le décompte général définitif.

Si dans le délai prévu de 30 jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, ce dernier pourra alors notifier au Maître d'Ouvrage un projet de décompte général signé dans les conditions prévues à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux.

VI.3.4 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours à réception des demandes de paiement selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

VI.3.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorité de huit points de pourcentage.

VI.3.6 Retenue de garantie

Conformément à la législation en vigueur le paiement des situations mensuelles et du décompte définitif est amputé d'une retenue de garantie de 5%. Cette sûreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché.

Toutefois la retenue de garantie n'est pas pratiquée si l'Entreprise fournit, pour un montant égal une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code de la commande publique.

VI.3.7 Paiement des Entreprises sous-traitantes

Les Entreprises sous-traitantes sont payées directement par le Maître d'ouvrage.

L'Entreprise titulaire devra gérer l'ensemble de la sous-traitance issue de son propre marché, présenter au Maître d'ouvrage les dossiers d'agréments de l'ensemble des entreprises sous-traitantes accompagné d'un tableau faisant apparaître pour le marché confié, son activité propre, et l'activité de chaque sous-traitant.

L'Entreprise titulaire est responsable de l'établissement initial, puis de la mise à jour de ce tableau et de la fourniture des attestations de paiement, nécessaire au paiement des Entreprises sous-traitantes à chaque acompte mensuel.

VII LES RESPONSABILITES ET ASSURANCES

VII.1 Responsabilité civile

VII.1.1 Responsabilité de droit commun

L'Entreprise est responsable de toutes les conséquences dommageables découlant de son activité, des travaux qu'elle réalise ou des ouvrages sur lesquels elle exécute ses travaux en particulier lorsque les conséquences sont dommageables à des tiers en ce compris les autres intervenants à la construction

VII.1.2 Responsabilité civile découlant du trouble anormal de voisinage

L'Entreprise est responsable des troubles anormaux dits « de voisinage » survenus de son fait. Elle devra donc prendre toute disposition utile pour les prévenir.

VII.2 Responsabilités et garanties applicables aux travaux

VII.2.1 Garantie de parfait achèvement et visite

Les vices, malfaçons ou désordres constatés lors de la réception ou révélés postérieurement à celle-ci dans un délai d'un an par le Maître d'ouvrage ou par les occupants de l'ouvrage relèvent de convention expresse entre les parties de la garantie de parfait achèvement prévue à l'article 1792-6 alinéa 2 et suivants du Code civil qui est mise à la charge de l'Entreprise.

Ces vices, malfaçons ou désordres devront être levés dans le délai prévu dans le Marché.

Une visite de fin de période de parfait achèvement sera formalisée 10 mois après la date de réception des travaux avec pour objet de préciser par procès-verbal la liste des désordres auxquels l'Entreprise doit remédier. Sans suite donnée par l'Entreprise, le Maître d'ouvrage pourra faire jouer la retenue de garantie ou faire opposition à la mainlevée de caution bancaire de l'Entreprise en défaut.

VII.2.2 Garantie des éléments d'équipement et responsabilité décennale

L'Entreprise assume les responsabilités découlant de l'application des articles 1792 et suivants et 2270 du Code civil.

VII.3 Les assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de :

- Garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- Couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies lors de la consultation demeurent en vigueur.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Maître d'Ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

VIII NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES – RESILIATION

VIII.1 Non-respect des obligations contractuelles - Pénalités

VIII.1.1 Autres retenues pour pénalités

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, il sera fait application des retenues pour pénalités selon le détail ci-dessous.

Absence du représentant de l'entreprise :

L'absence du représentant ou de l'agent qualifié à un rendez-vous de chantier (ou à toute forme de rendez-vous nécessaire au bon déroulement du chantier ou de la réception de l'ouvrage) pourra être pénalisée d'un montant de 200 € par manquement constaté.

Infractions aux prescriptions de chantier :

Il sera fait application de pénalités qui interviendront de plein droit en l'absence de levée des infractions constatées par le maître d'œuvre dans les 24 heures suivants la notification écrite au regard des prescriptions ci-dessous qui ne seraient pas respectées :

- Manquement relatif à la signalisation générale du chantier : 50 € par infraction constatée.
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 100 € par jour calendaire entre le constat et la remise en état.
- Absence de dispositif de nettoyage et de décrottage des engins avant sortie du chantier : 100 € par jour calendaire entre le constat et la remise en état.
- Retard dans le nettoyage des postes de travail : 100 € par jour calendaire entre le constat et la remise en état.
- Présence de déchets dans une benne non appropriée : 100 € par infraction.
- Inobservations d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé : 100 € par infraction.
- Retard sur la fourniture des documents d'exécution : 100 € par jour de retard calendaire.
- Retard sur la présentation des prototypes et des échantillons : 100 € par jour de retard calendaire.
- Retard sur la fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés : 100 € par jour de retard calendaire.

VIII.1.2 Gestion des pénalités

Ces pénalités sont immédiatement déductibles du règlement de la Situation suivante de l'Entreprise et/ou du décompte définitif et restent acquises au Maître d'ouvrage.

Elles n'enlèvent pas le droit du Maître d'ouvrage de réclamer à l'Entreprise des dommages et intérêts pour le préjudice qu'il aurait subi du fait de retards ou de manquements et de résilier le marché, aux torts de l'Entreprise.

VIII.2 Résiliation

Le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché dans les conditions prévues aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 45 à 49 du CCAG Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs le contrat pourra être résilié de plein droit sans indemnité dans le cas de force majeure rendant impossible la poursuite du chantier au-delà d'une interruption continue ou discontinue d'une durée de 3 mois.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

VIII.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

IX DISPOSITIONS DIVERSES

IX.1 Les litiges

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Amiens.

IX.2 Substitution

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de se substituer toute personne physique ou morale de son choix, pour l'exécution du marché, sous réserve de le notifier à l'Entreprise. Il s'oblige à faire reprendre, par la société substituée, les droits et obligations résultant du marché.

La faculté de substitution, ainsi réservée au Maître d'ouvrage, ne saurait constituer, pour l'Entreprise, un droit à résiliation de son marché ou à un quelconque dédommagement.

IX.3 Dérogations

L'article 4.1.4 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG Travaux.

L'article 8.1.1 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG Travaux.